



De la déstabilisation de la Syrie et du Liban par le Royaume Uni dans la phase du «printemps arabe».

(1/3)

Première partie de trois

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 10 mars 2022

[madaniya.info](#) 3 mars 2020

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [SYRIE](#)

1 - Les révélations d'Anonymous sur La «guerre de Sa Majesté» contre la Syrie et le Liban

Moins tonitruant que la France, mais plus perfide et autrement plus efficace, le Royaume Uni a assumé un rôle redoutable dans la déstabilisation de la Syrie et du Liban, les deux anciennes chasses gardées françaises au levant, à la faveur de la séquence du "printemps arabe", sans qu'il ait eu besoin de criminaliser les contestataires à sa stratégie, sans qu'il ait été relégué au rang d'"affinitaire", sanction de son échec, comme ce fut le cas de son partenaire français.

Telle est la principale révélation d' "Anonymous" qui a réussi le tour de force de pirater les documents confidentiels du "gouvernement de Sa Majesté".

Anonymous (en français: les «Anonymes») est un collectif d'internautes activistes spécialisé dans la piraterie informatique (hacker) se manifestant notamment sur Internet, agissant de manière anonyme et qui se présente comme défenseur de la liberté d'expression.

En considération de ces capacités, Anonymous a été présenté par la chaîne de télévision américaine CNN comme étant l'un des trois principaux successeurs de WIKILEAKS.

Les documents ont été publiés sous une série de dossiers intitulés, Op. HMG [Gouvernement de Sa Majesté].

Extraits

2- Domesticquer la Syrie

Le Royaume Uni a conçu une guerre totale dans le domaine de la propagande contre le Syrie en vue de domesticquer le régime baasiste, mobilisant bon nombre de firmes de relations publiques opérant sous couvert d'organisations non lucratives en vue d'emporter le soutien occidental à l'opposition syrienne dans ses deux variantes politiques et militaires.

En 2014, le Foreign Office, le ministère de la défense et le ministère du Commonwealth ont déclenché une campagne conjointe en vue de faire bénéficier l'opposition syrienne des contacts stratégiques, en tissant un réseau relationnel entre les Médias et les groupements

syriens.

Un document gouvernemental de 2017 expliquait clairement comment la Grande-Bretagne a financé le «mentorat de sélection, de formation, de soutien et de communication des militants syriens qui partageait la vision du Royaume-Uni pour une future Syrie... et qui respecterait un ensemble de valeurs conformes à la politique du Royaume-Uni». Cette initiative a nécessité un financement du gouvernement britannique «pour soutenir l'activisme des médias de base syriens dans les sphères de l'opposition civile et armée » et visait les Syriens vivant à la fois dans des territoires «extrémistes et modérés» tenus par l'opposition.

En d'autres termes, le ministère britannique des Affaires étrangères et l'armée ont élaboré des plans pour mener une guerre médiatique globale contre la Syrie.

Les révélations d'Anonymous [sur ce lien pour les locuteurs arabophones](#)

3 - ARK (Analysis Research Knowledge), The Global Strategy Network (TGSN), Albany

Pour établir une infrastructure capable de gérer le blitz de propagande, la Grande-Bretagne a payé une série d'entrepreneurs gouvernementaux, y compris ARK (Analysis Research Knowledge), The Global Strategy Network (TGSN), Innovative Communication & Strategies (InCoStrat), et Albany. Le travail de ces entreprises s'est fait en concertation avec des membres de l'opposition syrienne.

L'une des principales entreprises du gouvernement britannique derrière le régime de changement de régime en Syrie s'appelle ARK (Analysis Research Knowledge). L'ARK a joué des médias comme d'un violon.

ARK est basé à Dubaï, aux Émirats Arabes Unis. Elle se présente comme une ONG humanitaire, affirmant qu'elle «a été créée afin d'aider les plus vulnérables» en créant une «entreprise sociale, autonomisant les communautés locales par la fourniture d'interventions souples et durables pour créer une plus grande stabilité, des opportunités et de l'espoir pour l'avenir ».

En réalité ARK est une agence de renseignement dont les fonctions sont intégrées aux interventions armées occidentales.

Dans un document divulgué qu'elle a déposé auprès du gouvernement britannique, ARK a déclaré que son «objectif depuis 2012 a été de fournir des résultats très efficaces, politiquement et sensibles aux conflits. Objectif consigné dans un document intitulé Programmation de la Syrie pour les gouvernements du Royaume-Uni, des États-Unis, du Danemark, du Canada, du Japon et de l'Union européenne.

Trois des firmes précitées (ARK, TGSN et Albany), dont les équipes étaient constituées de contractuels du gouvernement britannique, ont été chargées de cette guerre psychologique totale en collaboration avec les États Unis, le Canada, les Pays Bas et les Nations Unies. Sur son site web, ARK a établi une liste où tous ces gouvernements sont cités en tant que clients, ainsi que les Nations Unies. ARK s'est vanté d'avoir supervisé des contrats d'une valeur de 66 millions de dollars pour soutenir les efforts de l'opposition en Syrie.

ARK a ainsi formé 150 activistes au maniement des caméras, l'éclairage et le son. En six mois, ARK a inondé le monde de tracts diffusant près de 668.600 documents, affiches,

tracts, contrôlant 97 pour cent de la production vidéo de l'opposition syrienne, employant 19 entraîneurs locaux, 23 rédacteurs, 27 photographes vidéo, 8 centres de formation, 3 bureaux d'information et de propagande ainsi que 23 responsables de programme de recherches chargés d'éditer des études visant à valider les thèses de l'opposition syrienne. Ces trois firmes se sont targuées d'entretenir les meilleures relations avec les grands vecteurs internationaux notamment: Reuters, New York Times, CNN, BBC, Financial Times, Al Jazeera, le service arabe de Sky News, Orient TV ainsi que la chaîne saoudienne Al Arabiya, à qui elles fournissaient régulièrement de la matière visant à privilégier le point de vue du «Gouvernement de Sa Majesté».

Deux cents organisations non lucratives, formées dans 130 ateliers, ont bénéficié des subventions liées à ce programme avant d'être infiltrées à l'intérieur du territoire syrien pour y mener des actions d'agit-prop.

4- Même la légendaire BBC.

La BBC réputée pour son légendaire professionnalisme, n'a pas échappé à la tentation de l'intoxication. La radio britannique a dû battre sa couple, avouant avoir réalisé un reportage «ne correspondant pas à ses critères professionnels » à propos de la Syrie, dans un documentaire de Radio 4 diffusé en novembre 2020.

Ce reportage tentait de discréditer l'inspecteur de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) qui avait dénoncé le rapport de sa propre organisation comme un faux en l'accusant d'avoir été corrompu par Wikileaks. La radio anglaise accusait également un éditorialiste du Daily Mail, Peter Hitchens, qui avait révélé la manipulation de l'OIAC d'être un supporter du «régime de Bachar».

L'accusation selon laquelle la République arabe syrienne aurait utilisé des gaz contre sa propre population ne repose sur aucun argument crédible. C'est pourtant un des éléments de propagande les plus utilisés contre elle.

CF à ce propos : «Mayday: The Canister on the Bed, Radio 4, 20 November 2020 », BBC Executive Complaints Unit, Septembre 2, 2021.

5 - James Le Masurier et les Casques blancs et l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme.

Au-delà de cet impressionnant dispositif de propagande, le Royaume Uni a mis sur orbite deux projets particulièrement pernicieux: les Casques Blancs et l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme

A - Les Casques Blancs:

Ce collectif d'urgence humanitaire s'est distingué par sa théâtralité, mais s'est vite discrédité par ses connections terroristes et son fondateur, mort dans des conditions mystérieuses en 2019 en Turquie dans une opération qui s'est apparentée à une élimination d'un témoin encombrant.

Ancien officier de l'armée britannique devenu directeur d'une ONG néerlandaise, la Mayday Rescue Foundation, James Le Masurier, le fondateur des «Casques Blancs» de Syrie, né le 25 Mai 1971 à Singapour, est décédé le 11 Novembre 2019 à Istanbul dans des conditions mystérieuses. Il a été retrouvé mort au pied de l'immeuble où il habitait, avec de multiples fractures. Cet ancien agent du MI6 a été repéré, notamment dans les Balkans et au Moyen-Orient. Ses relations avec des groupes terroristes ont été rapportées lors de sa mission au Kosovo. Les «Casques blancs» se sont révélés en fait une «une structure de propagande»

anti-Assad qui collaborerait avec des terroristes, selon la journaliste britannique Vanessa Beeley, qui a fait état de nombreux cas de coopération étroite entre les Casques blancs et des groupes extrémistes tels que le Front Al-Nosra et Harakat Nour al-Din al-Zenki, à Alep-Est et ailleurs.

Pour aller plus loin sur ce thème: Vanessa Beeley démolit le mythe des «Casques Blancs»:

- <http://www.artistespourlapaix.org/?p=17791>
- <https://www.madaniya.info/2016/10/20/casques-blancs-a-lelysee-tapage-mediatique-compensatoire-a-relegation-diplomatique/>

B - Innovative Communication and Strategies (InCoStrat), Observatoire Syrien des Droits de l'Homme

Cette structure chapeautait deux sous-traitants du ministère britannique des Affaires étrangères travaillant sous la supervision du ministère de la défense. Elle était chargée de la communication des «groupes armés modérés» en Syrie. Leur mission était de produire des éléments de langage et du matériel de propagande: des vidéos, des photos, des rapports militaires, des brochures avec les logos des groupements combattants.

Un budget de 2,4 millions de Livres Sterling (3 millions d'euros) par an lui était alloué depuis l'affaire des armes chimiques, l'été 2013. D'abord destiné à la société de management de crise Register Larkin, ce budget a été réaffecté à Innovative Communications and Strategies (InCoStrat), une compagnie créée en 2014. Les deux sociétés, basées à Londres et à Washington, ont été créées par le colonel Paul Tilley. Il employait cinquante personnes à Istanbul. Ces mêmes sociétés ont conclu un autre contrat avec le Yémen.

Cette opération est distincte de celle de l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH) qui dépend lui du MI6, le service de renseignements britannique chargé du théâtre extérieur. Créé en mai 2006, à Coventry au Royaume-Uni, l'OSDH est dirigé par Rami Abdel Rahmane, de son vrai nom Oussama Ali Souleiman.

Né à Baniyas en Syrie, il se présente comme musulman, laïc. Son organisme est la source la plus importante utilisée par les principaux médias occidentaux pour la guerre civile syrienne depuis l'expulsion des journalistes étrangers. La neutralité et la fiabilité de cet organisme sont cependant contestées par certains experts du conflit.

Les documents visés par le Guardian, qui en a révélé l'existence, attestent que ces sociétés assuraient la communication du Mouvement Hazm et de l'Armée de l'Islam. Ce dernier serait en réalité une dénomination modérée utilisée par les combattants d'Al Qaida.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume Uni s'est opposé à son inscription sur la liste des organisations terroristes au motif qu'il participe aux négociations de paix de Syrie à Genève. (CF. à ce propos «How Britain Funds the propaganda War against ISIS in Syria», IAN Cobain, Alice Ross, Rob Evans, Mona Mahmoodht- The Guardian May 3rd 2006. Et aussi: Charles Skelton: Qui produit le discours? <https://www.the-guardian.com/commentisfree/2012/jul/12/syrian-opposition-doing-the-talking>.)

René Naba

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca